



Rapport de la Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth

Visite bilatérale à la Barbade et à Sainte-Lucie

Bridgetown, Barbade et Castries, Sainte-Lucie

Du 3 au 9 mars 2024

Rapport

Une délégation de la Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth a visité la Barbade et Sainte-Lucie du 3 au 9 mars 2024. Alexandra Mendès, députée, présidente de la Section, a dirigé la délégation composée de l'honorable Rosemarie Moodie, sénatrice, Marie-Hélène Gaudreau, députée, et Carole Hughes, députée. Andrew Lauzon, secrétaire de la Section canadienne, a accompagné la délégation.

La constitution de l'Association encourage les visites entre les pays membres du Commonwealth pour que les parlementaires puissent discuter de questions d'intérêt commun dans les relations bilatérales et de dossiers liés à l'ensemble de l'organisation du Commonwealth. La visite à la Barbade et à Sainte-Lucie visait à renforcer les liens avec nos partenaires de la région des Caraïbes du Commonwealth, conformément au mandat de la Section canadienne de faciliter le jumelage entre les assemblées législatives provinciales-territoriales canadiennes et les Caraïbes.

La mission a permis aux parlementaires canadiens d'avoir des échanges constructifs avec leurs homologues de la Barbade et de Sainte-Lucie, d'en savoir plus sur l'aide du Canada à la région et sur les solutions possibles aux problèmes communs, tout en renforçant les relations diplomatiques dans les deux pays.

1. BARBADE

HISTOIRE ET APERÇU

La Barbade est un État situé au Sud-Est de la mer des Caraïbes¹. L'île a une superficie totale de 431 kilomètres carrés. Elle a été revendiquée au nom du roi Jacques I d'Angleterre en 1625 et a été l'une des premières colonies de la Couronne anglaise (puis britannique). Les plantations sont rapidement devenues le centre d'une importante industrie alimentée par la demande économique de sucre et l'établissement de l'esclavage². En 1661, la Barbade est la première colonie anglaise à adopter le Code des esclaves, qui institutionnalise l'esclavage. L'esclavage a officiellement pris fin à la Barbade et dans d'autres colonies britanniques après l'adoption de la Loi britannique sur l'abolition de l'esclavage (*Slavery Abolition Act*) de 1833³.

La Barbade a obtenu son indépendance du Royaume-Uni en 1966 et se joint immédiatement au Commonwealth en tant que nation démocratique⁴. Après son indépendance, la Barbade est restée une monarchie constitutionnelle pendant plus de 50 ans. Toutefois, dans un contexte d'intérêt et de soutien croissants pour le républicanisme, le discours du Trône de 2020 a annoncé qu'il était temps pour la Barbade de « laisser complètement derrière elle [son] passé colonial » [TRADUCTION] et de rompre les liens

¹ Christopher Stewart Jackson, Anthony De Vere Phillips et Woodville K. Marshall, « [Barbados](#) », Britannica, 11 février 2024.

² A. Missouri Sherman-Peter, Nations Unies (ONU), « [L'héritage de l'esclavage dans les Caraïbes et le chemin vers la justice](#) », Chronique ONU, 24 mars 2022.

³ Sir Hilary Beckles, « [On Barbados, the First Black Slave Society](#) », *Black Perspectives*, African American Intellectual History Society, 8 avril 2017; et Royaume-Uni (U.K.), Sally Dray, [Britain and the Transatlantic Slave Trade](#), Library Briefing, House of Lords Library, 1^{er} août 2019.

⁴ Royaume-Uni, [Barbados Independence Act 1966](#), 1966 c. 37.

avec la monarchie britannique⁵. Le 30 novembre 2021, la Barbade est officiellement devenue une république parlementaire.

La Constitution actuelle du pays a été adoptée en 1966⁶. Toutefois, lorsqu'elle est devenue une république, la Barbade a créé une Commission chargée de la réforme constitutionnelle afin de superviser l'élaboration et l'adoption d'une nouvelle constitution⁷. Nommée en juin 2022 et devant initialement achever ses travaux en septembre 2023, la Commission a reporté la remise de son rapport à 2024⁸. La dernière étape du processus de réforme constitutionnelle sera l'adoption de la nouvelle constitution par le Parlement⁹.

GOVERNEMENT ET POLITIQUE

Le pouvoir exécutif de la Barbade se compose de la présidente (la très honorable Dame Sandra Mason), de la première ministre (l'honorable Mia Amor Mottley) et d'un Cabinet de 22 membres¹⁰. La présidente est la cheffe de l'État et est élue par un collège électoral composé des deux chambres du Parlement pour un mandat de quatre ans, renouvelable une fois¹¹. La présidente nomme le chef du parti le plus important au Parlement comme premier ministre et chef du gouvernement. La présidente nomme également le Cabinet sur l'avis de la première ministre. Le Cabinet actuel est composé de sept femmes, dont la première ministre. La présidente Mason a été la dernière gouverneure générale avant que le pays ne devienne une république.

Élue pour la première fois en 2018, la première ministre Mottley a été réélue en janvier 2022. Elle est également ministre des Finances, des Affaires économiques, de la Culture, de la Sécurité, de la Fonction publique, de la Communauté caribéenne (CARICOM) et des commissions de développement¹². La première ministre Mottley est la principale cheffe de gouvernement de la CARICOM chargée de la mise en œuvre du marché et de l'économie uniques de la CARICOM. Elle a présidé la conférence des chefs de gouvernement de la Communauté caribéenne (CARICOM) entre le 1^{er} janvier 2020 et le 30 juin 2020.

⁵ Barbados Government Information Service, [Throne Speech Delivered September 15, 2020](#); Matt Qvortrup, « [Barbados: after four centuries under the British crown, former slave island looks to bright new republican future](#) », The Conversation, 30 novembre 2021; et Robert Goddard, « [Why does Barbados symbolic transition to a republic matter](#) », LSE Latin America and Caribbean, blogue du London School of Economics and Political Science, 13 janvier 2022.

⁶ Organisation des États américains, [The Constitution of Barbados](#).

⁷ Cynthia Barrow-Giles et Rico Yearwood, « [The Constitutional Reform Commission of Barbados: Much Expectation, Great Skepticism](#) », *ConstitutionNet*, International IDEA (Institute for Democracy and Electoral Assistance), 12 août 2022; et BLP News, « [Constitutional Reform Commission Official Launch 24th June 22](#) », YouTube, juin 2022.

⁸ Emmanuel Joseph, « [In Barbados, submission of constitutional reform commission's reported until 2024](#) », *ConstitutionNet*, International IDEA, 25 août 2023; et Emmanuel Joseph, « [Report of Constitutional Reform Commission delayed until 2024](#) », *Barbados Today*, 23 août 2023.

⁹ Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, [National report submitted pursuant to Human Rights Council Resolution 5/1 and 16/21: Advance Version](#), 7 mars 2023.

¹⁰ La Constitution de la Barbade stipule que le Cabinet ne doit pas compter moins de cinq membres. Ce nombre ne comprend pas la première ministre.

¹¹ Central Intelligence Agency, « [Barbados](#) », The World Factbook, base de données, consulté le 13 février 2024.

¹² Organisation des États américains, [État membre : Barbade](#).

La Barbade dispose d'un parlement national bicaméral. Le Sénat (Chambre haute) est composé de 21 sénateurs nommés pour un mandat de cinq ans, dont 12 sont nommés sur avis de la première ministre, sept par la présidente et deux sur avis du chef de l'opposition¹³. La Chambre d'assemblée (Chambre basse) compte 30 membres élus directement au scrutin uninominal majoritaire à un tour pour un mandat de cinq ans dans des circonscriptions à siège unique.

Le parti qui remporte le plus grand nombre de sièges à la Chambre d'assemblée devient le parti au pouvoir. Les dernières élections à la Barbade ont eu lieu le 19 janvier 2022. Le Parti travailliste de la Barbade, dirigé par la première ministre Mottley depuis 2008, a été réélu en remportant les 30 sièges pour la deuxième fois. En février 2024, juste avant l'arrivée de la délégation à la Barbade, Ralph Thorne, député, a changé de camp pour rejoindre le Parti travailliste démocratique et a pris le poste de chef de l'opposition¹⁴.

Ces élections récentes ont été considérées comme libres et équitables¹⁵. Cependant, le taux de participation est tombé à un niveau record de 41,7 %¹⁶. Les prochaines élections générales devraient avoir lieu d'ici 2027.

APERÇU ÉCONOMIQUE

Au début de son premier mandat, la première ministre Mottley a lancé avec le Fonds monétaire international (FMI) le Plan de redressement et de transformation économiques de la Barbade (BERT) de quatre ans pour rétablir la stabilité macroéconomique et la stabilité de la dette. Le pays a récemment conclu un autre accord avec le FMI pour un nouveau programme BERT pour lequel il pourrait avoir accès à environ 110 millions de dollars américains sur trois ans.

La Barbade a été le premier pays à accéder au nouveau Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité (FFRD) du FMI, auquel le Canada a contribué à hauteur de 2,4 milliards de dollars. Ce FFRD vise à fournir un financement abordable et à long terme aux pays non admissibles à l'Aide au développement officielle (ADO) qui sont vulnérables au changement climatique, afin de les aider à renforcer leur résilience face au changement climatique. Le FMI prévoit une croissance de 4,9 % pour 2023 et de 3,9 % pour 2024. Selon les estimations du FMI pour 2023, la dette brute et la dette nette de la Barbade en pourcentage du PIB s'élevaient respectivement à 115 % et 114,1 %.

La Barbade est confrontée à des difficultés dans la mise en œuvre de certaines normes internationales dans le secteur financier. Bien que le pays ait été retiré de la liste grise des juridictions fiscales non coopératives de l'UE en février 2022, il figure toujours sur la liste grise du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) en raison d'insuffisances dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

RELATIONS BILATÉRALES

¹³ Barbados Integrated Government, [The Senate](#).

¹⁴ Caribbean National Weekly, « [Ralph Thorne takes the helm as Opposition Leader in Barbados](#) », 13 février 2024

¹⁵ États-Unis (U.S.), Département d'État, Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail, [2022 Country Reports on Human Rights Practices: Barbados](#).

¹⁶ Freedom House, « [Barbados](#) », *Freedom in the World 2023*.

Le Canada et la Barbade entretiennent des relations solides et positives depuis que la nation insulaire a obtenu son indépendance du Royaume-Uni en 1966. Le Canada et la Barbade partagent généralement les mêmes idées et collaborent sur toute une série de questions dans les forums régionaux et internationaux. Notre riche coopération repose sur des valeurs communes, le commerce et l'investissement, ainsi que sur des liens étroits entre les peuples, y compris le tourisme et les échanges éducatifs.

Le premier ministre Justin Trudeau copréside avec la première ministre Mottley le Groupe des défenseurs des Objectifs de développement durable (ODD) du Secrétaire général des Nations Unies pour 2022-2024 et les deux dirigeants collaborent sur des priorités communes. Le 19 octobre 2023, les deux dirigeants ont organisé une réunion publique sur les ODD, retransmise en direct, au collège George Brown de Toronto.

RÉUNIONS À LA BARBADE

Séance d'information de S. E. Lilian Chatterjee, haute-commissaire du Canada à la Barbade et à Sainte-Lucie

À son arrivée, S. E. Lilian Chatterjee, haute-commissaire du Canada à la Barbade et à Sainte-Lucie, a donné une séance d'information à la délégation. Outre les informations relatives à la sécurité personnelle, la délégation a reçu un aperçu du programme de la visite à la Barbade et à Sainte-Lucie. La haute-commissaire a également échangé des informations sur les événements politiques importants survenus récemment dans les deux pays.

Visite du Parlement de la Barbade

La délégation a été accueillie au Parlement par Pedro Eastmond, greffier du Parlement; Beverley Gibbons, greffière adjointe; et Wayne Jones, maréchal du Parlement.

La délégation a participé à une table ronde avec l'honorable Reginald Farley, sénateur, président du Sénat (et ancien haut-commissaire au Canada de 2018 à 2020); l'honorable Arthur Holder, député, président de la Chambre d'assemblée; l'honorable Elizabeth Thompson, sénatrice, vice-présidente du Sénat; Cynthia Forde, députée, vice-présidente de la Chambre; Edmund Hinkson, député, président du Comité permanent sur les questions de gouvernance et de politique; et Tricia Watson, sénatrice de l'opposition nouvellement nommée. La réunion a mis en évidence les liens étroits entre le Canada et la Barbade. Un certain nombre de questions ont été abordées, notamment le rôle important de la diaspora barbadienne et caribéenne au Canada, les conséquences du changement climatique et l'Initiative de Bridgetown, la valeur des échanges éducatifs, les possibilités de coopération pour améliorer le Parlement de la Barbade et le rôle vital de l'opposition.

La délégation a également assisté à une séance de la Chambre d'assemblée et a rencontré Kerrie Symmonds, député, ministre des Affaires étrangères et du Commerce international.

Réunion avec le juge (retraité) Christopher Blackman, président de la Commission chargée de la réforme constitutionnelle

Au cours de la réunion, le juge Blackman a parlé du travail de la [Commission chargée de la réforme constitutionnelle de la Barbade](#) [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT] et

de son mandat, qui, selon lui, comprend l'élaboration d'un nouveau projet de constitution à soumettre au Cabinet. Il a également expliqué qu'une large consultation avait été menée, tant à la Barbade qu'à l'étranger. Le juge Blackman a indiqué que, bien que le rapport de la Commission soit presque terminé, la Commission a décidé de reporter sa présentation au mois de juin de cette année en raison d'événements politiques récents, notamment celui d'un membre qui a déserté son parti pour représenter un parti d'opposition au Parlement. En outre, le juge Blackman a remercié le Canada d'avoir financé la Commission dans le cadre d'un projet régional plus large dans le secteur de la justice, qui comprenait des visites de sensibilisation auprès de la diaspora au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni. Il a fait remarquer qu'au début du processus de réforme, la Commission n'était pas consciente de l'ampleur de la tâche qu'elle entreprenait. Il a également souligné la nécessité d'une plus grande éducation civique à la Barbade, notant que de nombreux membres de la population ne sont pas familiarisés avec les processus de réforme parlementaire et les subtilités de l'adoption d'une nouvelle constitution.

Visite à la plateforme logistique régionale et le Centre d'excellence des Caraïbes

La délégation a visité la plateforme logistique régionale et le Centre d'excellence des Caraïbes, l'une des initiatives financées par le Canada à la Barbade et dans les Caraïbes orientales. Le site a été officiellement lancé à la Barbade en août 2022¹⁷ et la construction est en cours. La délégation a rencontré des représentants du Programme alimentaire mondial et de l'Agence de gestion des urgences en cas de catastrophe dans les Caraïbes (CDEMA) afin de mieux comprendre l'objectif de l'initiative. Financée par le Canada, les États-Unis et l'Union européenne, la plateforme logistique sera le lieu central pour la facilitation de la coordination des efforts et des réponses en cas d'urgence et pour le stockage d'équipements d'urgence. Elle comprendra également un centre de formation afin de s'assurer que les compétences existent dans la région pour maximiser l'utilisation des installations de la plateforme. La CDEMA est un partenaire essentiel de cette initiative et est l'agence régionale intergouvernementale pour la gestion des catastrophes dans la Communauté caribéenne.

Cette visite a permis à la délégation de voir directement comment le Canada soutient la région. Les organisateurs espèrent que le site sera opérationnel avant la prochaine saison des ouragans, qui s'étend du 1^{er} juin au 30 novembre. Actuellement, les fournitures humanitaires sont prépositionnées dans quatre entrepôts sous-régionaux, dont l'un se trouve à la Barbade, mais l'espace est limité et des problèmes de capacité logistique se posent. Au fil du temps et avec l'augmentation de la capacité, les activités de la nouvelle plateforme régionale seront cédées à la CDEMA. Le Canada offre du soutien en matière de gestion de catastrophes dans la région depuis plus de 30 ans et s'est engagé à verser 100 millions de dollars en vue de renforcer la résilience climatique à la suite des ouragans de 2017 qui ont dévasté plusieurs îles des Caraïbes.

Séances d'information au Haut-commissariat du Canada

Marthe Lemay, conseillère (commerce) et déléguée commerciale principale, David Simard, premier secrétaire, et Dorothee Roy, deuxième secrétaire, ont présenté à la

¹⁷ Programme alimentaire mondial, « [Upcoming logistics hub in Barbados to enhance emergency response across the Caribbean](#) », 11 août 2022.

délégation des informations sur l'engagement et la programmation en matière de commerce et de développement dans la région, y compris la Banque de développement des Caraïbes. Grâce à ces séances d'information, les délégués ont pu se faire une idée précise des principaux défis et possibilités pour la Barbade et les autres pays des Caraïbes orientales.

Réunion pour discuter des perspectives de sécurité régionale

S. E. Lilian Chatterjee a organisé une petite réunion à la résidence officielle qui a permis à la délégation d'échanger avec des membres des Forces armées canadiennes en visite, actuellement engagés dans l'exercice TRADEWINDS, un exercice annuel de coopération régionale en matière de sécurité qui se déroule cette année à la Barbade. La délégation a également rencontré des dirigeants et des hauts fonctionnaires du Système de sécurité régional (RSS), de la Force de défense barbadienne et de la CDEMA. Les rencontres ont fourni à la délégation des informations sur la coopération en matière de sécurité et la préparation aux catastrophes dans les Caraïbes, tout en soulignant les relations de longue date du Canada avec ces partenaires régionaux.

Réunion avec Nigel Taylor, ombudsman de la Barbade

La délégation a rencontré Nigel Taylor pour s'informer sur le rôle du [Bureau de l'ombudsman](#) à la Barbade. Le mandat de l'ombudsman est de « fournir un service de qualité de manière impartiale et rapide en enquêtant sur les plaintes des Barbadiens ou des personnes résidant à la Barbade qui considèrent que la conduite d'un gouvernement, d'un ministère, d'un département ou d'une autorité statutaire est déraisonnable, inappropriée, inadéquate ou injuste, assurant ainsi la protection des droits et libertés individuels contre les fautes bureaucratiques et les effets d'une mauvaise administration [TRADUCTION] ». Le Bureau fait rapport à la présidente de la Barbade et présente ses conclusions au président de la Chambre et au président du Sénat dans le but de « prendre des mesures d'atténuation et de correction » par l'intermédiaire du Parlement. La délégation a appris que les enquêtes peuvent durer trois à quatre mois et que les procédures sont lourdes.

M. Taylor a informé la délégation que lorsque son bureau reçoit des plaintes qui ne relèvent pas de sa compétence, il renvoie souvent les personnes vers les répondants appropriés, tels que la police. L'ombudsman a également expliqué qu'un grand nombre de plaintes sont adressées à son bureau plutôt qu'aux bureaux de circonscription, car les Barbadiens estiment que leurs plaintes doivent être traitées « par une personne de haut rang ».

2. SAINTE-LUCIE

HISTOIRE ET APERÇU

Sainte-Lucie est un petit État insulaire situé dans la mer des Caraïbes, à 175 km au Nord-Ouest de l'île de la Barbade¹⁸. Sa capitale, Castries, est la plus grande ville. Si l'anglais est la seule langue officielle du pays, le créole français, apparu au 17^e siècle, est parlé par la majeure partie de la population¹⁹.

¹⁸ Britannica, [Saint Lucia](#).

¹⁹ BBC News, [St Lucia country profile](#).

Les premiers habitants de Sainte-Lucie étaient les Arawaks, dont on pense qu'ils venaient d'Amérique du Sud²⁰. Les Caraïbes ont progressivement commencé à peupler l'île aux alentours du 8^e siècle de notre ère. On trouve encore aujourd'hui des habitants d'origine caribéenne à Sainte-Lucie²¹. Au début du 16^e siècle, l'île changea plusieurs fois de possession entre les empires français et anglais jusqu'au 18^e siècle²², où elle fut cédée aux Britanniques par le Traité de Paris en 1763²³. Des esclaves ont été amenés à Sainte-Lucie pour travailler dans les plantations de canne à sucre. L'esclavage a été aboli en 1834²⁴.

Sainte-Lucie est restée une colonie britannique jusqu'à son indépendance du Royaume-Uni en 1979. Elle s'est jointe au Commonwealth la même année. Après son indépendance, elle est restée une monarchie constitutionnelle.

GOVERNEMENT ET POLITIQUE

Sainte-Lucie est une monarchie constitutionnelle et une démocratie basée sur un système multipartite. Sa constitution actuelle a été adoptée en 1978 et a été révisée pour la dernière fois en 2023²⁵ lorsque le parlement a adopté des amendements constitutionnels visant à remplacer le Conseil privé de Londres par la Cour de justice des Caraïbes en tant que dernière et plus haute juridiction du pays²⁶.

Le pouvoir exécutif comprend le gouverneur général, le premier ministre et le cabinet²⁷.

Le chef de l'État est représenté par le gouverneur général, actuellement Cyril Errol Melchiades Charles. À la suite d'une élection générale, le gouverneur général nomme le chef du parti majoritaire comme premier ministre et chef du gouvernement, et le chef du parti arrivé deuxième comme chef de l'opposition.

Élu pour la première fois en 1997 sous la bannière du Parti travailliste de Sainte-Lucie, Philip J. Pierre a occupé divers postes ministériels sous les gouvernements travaillistes successifs. Il est devenu le chef du parti en juin 2016 et le chef de l'opposition au cours de la même période. Il a été réélu en 2021 et nommé premier ministre après le retour au pouvoir de son parti.

Le Cabinet est actuellement composé de 15 ministres. Il est composé du premier ministre et des autres ministres, conformément à l'article 61 de la Constitution²⁸. Trois femmes

²⁰ Département électoral de Sainte-Lucie, [History of Saint Lucia](#).

²¹ Autorité touristique de Sainte-Lucie, [A Brief History of Saint Lucia](#).

²² Britannica, [Saint Lucia](#).

²³ Britannica, [Treaty of Paris](#).

²⁴ Britannica, [History of Saint Lucia](#); Antislavery In Domestic Legislation, [Saint Lucia](#).

²⁵ Attorney General's Chambers, [Revised Laws of Saint Lucia \(2021\) – Constitution of Saint Lucia](#) (document disponible le plus récent).

²⁶ Gouvernement de Sainte-Lucie, [Saint Lucia accedes to CCJ](#). Sherrylyn Clarke, « [In Saint Lucia, parliament passes constitutional amendment to replace Privy Council with Caribbean Court of Justice as final court of appeal](#) », *ConstitutionNet*, 2 mars 2023.

²⁷ La Constitution stipule que le Cabinet est composé du premier ministre et des autres ministres.

²⁸ Attorney General's Chambers, [Revised Laws of Saint Lucia \(2021\) – Constitution of Saint Lucia](#) (document disponible le plus récent).

occupent des postes au sein du Cabinet. L'actuel premier ministre est également ministre des Finances, du Développement économique et de l'Économie de la jeunesse²⁹.

Sainte-Lucie dispose d'un parlement national bicaméral composé d'une chambre basse et d'une chambre haute. Le Sénat (Chambre haute) est composé de 11 sénateurs nommés par le gouverneur général pour un mandat de cinq ans³⁰. Sur ces 11 sénateurs, six sont nommés sur avis du premier ministre, trois sur avis du chef de l'opposition et deux par le gouverneur général après consultation d'organismes ou d'associations à caractère religieux, économique ou social³¹. La présidente du Sénat est l'honorable Alvina Reynolds, qui occupe ce poste depuis 2023. La Chambre d'assemblée (Chambre basse) est composée de 18 membres élus directement au scrutin uninominal majoritaire à un tour pour un mandat de cinq ans dans des circonscriptions à siège unique, et d'un président élu par les membres. L'honorable Claudius Francis est président de la Chambre depuis août 2021.

Le premier ministre peut convoquer des élections générales à tout moment³². Le parti qui remporte le plus grand nombre de sièges à la Chambre d'assemblée devient le parti au pouvoir. Les dernières élections ont eu lieu le 26 juillet 2021, plus de cinq ans après celles du 6 juin 2016. Le Parti travailliste de Sainte-Lucie, dirigé par Philip J. Pierre, président depuis 2016³³, a été élu avec 13 sièges et plus de 50 % des voix. Il a remplacé le Parti des travailleurs unis, qui était au pouvoir depuis 2016. Ces élections de 2021 ont été considérées comme libres et équitables. Le taux de participation a été de 51 %³⁴.

APERÇU ÉCONOMIQUE

Selon le Fonds monétaire international (FMI), le PIB de Sainte-Lucie a augmenté de 14,9 % en 2022, et devrait augmenter de 3 % en 2023 et de 2,4 % en 2024. Les défis de développement de Sainte-Lucie comprennent une base de ressources et d'exportations limitée, un manque de diversification économique, une capacité gouvernementale limitée, une fourniture coûteuse de services publics, ainsi que de graves problèmes de viabilité de la dette. Sainte-Lucie a été durement touchée par les répercussions économiques de la COVID-19, le tourisme représentant 50 % de son PIB en 2018. Toutefois, cette industrie a rebondi en 2022, comme dans plusieurs autres pays de la CARICOM. Les autres secteurs importants sont l'industrie manufacturière et l'agriculture. Depuis 2016, le pays a mis en place un programme de citoyenneté par l'investissement qui permet aux ressortissants étrangers d'obtenir la citoyenneté en investissant dans le pays. En 2022, Sainte-Lucie a interdit aux candidats russes et biélorusses de participer au programme en réaction à la guerre en Ukraine.

RELATIONS BILATÉRALES

Sainte-Lucie est un partenaire de longue date qui partage les mêmes idées sur la plupart des questions. Le Canada et Sainte-Lucie collaborent activement au niveau bilatéral et dans le cadre de forums multilatéraux sur des questions d'importance mutuelle, allant du

²⁹ Gouvernement de Sainte-Lucie, [Office of the Prime Minister](#).

³⁰ Système électoral de Sainte-Lucie, [Overview of the Electoral System](#).

³¹ Département électoral de Sainte-Lucie, [Parliament](#).

³² Département électoral de Sainte-Lucie, [Election Basics](#).

³³ Cabinet du premier ministre, [The Honourable Philip J. Pierre](#).

³⁴ Freedom House, « [Saint Lucia](#) », Freedom in the World 2023.

changement climatique à la sécurité régionale. En juin 2023, Sainte-Lucie a cédé la présidence de la Banque de développement des Caraïbes au Canada.

Des consultations bilatérales ont eu lieu virtuellement en février 2021 au niveau des hauts fonctionnaires, en présence de l'ancien ministre des Affaires étrangères de Sainte-Lucie. À la suite de ces consultations bilatérales, une feuille de route commune a été élaborée, qui se concentre sur les lacunes de programmation liées au changement climatique, à l'égalité entre les hommes et les femmes et aux secteurs de la justice.

Sainte-Lucie a présenté au Canada une demande officielle d'établissement d'un haut-commissariat à Ottawa en octobre 2022 dont l'ouverture était prévue à l'été 2023, qui a été approuvée par le ministre des Affaires étrangères du Canada le 9 juin 2023. Cette décision et les étapes suivantes ont été communiquées au ministère des Affaires extérieures, du Commerce international, de l'Aviation civile et des Affaires de la diaspora de Sainte-Lucie.

RÉUNIONS À SAINTE LUCIE

Visite du Parlement de la Sainte-Lucie

La délégation a été accueillie au Parlement par l'honorable Alvina Reynolds, présidente du Sénat, l'honorable Claudius Francis, président de la Chambre d'assemblée, et Esmalene Cox-Jn Louis, greffière du Parlement. L'honorable Jeremiah Norbert, vice-président sortant de la Chambre d'assemblée et ministre nouvellement nommé, était également présent. Au cours de la réunion, les discussions ont porté sur l'échange des pratiques exemplaires, l'exploration des possibilités de jumelage entre les parlements des Caraïbes et les assemblées législatives provinciales et territoriales du Canada, et la promotion d'une collaboration future par l'intermédiaire d'initiatives de formation pour le personnel parlementaire. En outre, les participants ont parlé de la représentation des femmes au parlement et en politique. La sénatrice Moodie a souligné que le Canada avait atteint la parité hommes-femmes au sein de son cabinet fédéral pour la première fois en 2015, ainsi qu'au Sénat. Elle a exprimé la fierté constante du Canada de mettre en œuvre des mesures d'action positive pour soutenir l'égalité entre les hommes et les femmes. Le président Francis a fait remarquer que Sainte-Lucie se classe au troisième rang mondial pour ce qui est des femmes occupant des postes de direction.

Réunion avec l'honorable Alva Baptiste, ministre des Affaires extérieures, du Commerce international, de l'Aviation civile et des Affaires de la diaspora

M^{me} Mendès, en tant que cheffe de délégation, a ouvert la réunion en remerciant le ministre Baptiste d'avoir pris le temps de rencontrer la délégation, ce à quoi il a répondu : « Sainte-Lucie n'est jamais trop occupée pour prendre du temps pour ses amis [TRADUCTION] ». Au cours de la discussion, le ministre a souligné le rôle crucial de la coopération mondiale dans la lutte contre le changement climatique et a insisté sur l'importance de réévaluer les conditions de l'aide apportée par les pays riches aux pays pauvres lors des crises climatiques. D'autres discussions ont eu lieu concernant les politiques de visa du Canada, le ministre Baptiste ayant exprimé le souhait de voir le Canada supprimer complètement les visas pour les ressortissants de Sainte-Lucie, malgré le programme élargi d'autorisation de voyage électronique du Canada pour les citoyens admissibles. En outre, le groupe a discuté du paysage géopolitique mondial

actuel et complexe, notamment des conflits au Moyen-Orient et du différend territorial entre le Venezuela et la Guyane au sujet de la région de l'Essequibo.

Dîner de travail avec l'honorable Allen Chastanet, ancien premier ministre de Sainte-Lucie et actuel chef de l'opposition

La délégation a accueilli M. Allen Chastanet, ancien premier ministre (de 2016 à 2021) et actuel chef de l'opposition, pour un dîner de travail. Au cours de la réunion, il a affirmé son engagement en faveur du service public, en mettant l'accent sur le rôle essentiel de l'opposition au sein du parlement. Il a déclaré que le passage du statut de premier ministre à celui de chef de l'opposition avait été une expérience très enrichissante qui lui avait permis d'acquérir de nouvelles connaissances. Il a également fait part de son intérêt pour la création d'un groupe de défense des chefs de l'opposition dans les Caraïbes afin de s'assurer que la Banque de développement des Caraïbes, la Banque mondiale et le CARICOM entendent les voix de l'opposition, qui, selon lui, sont souvent négligées. La réunion a permis à la délégation de mieux comprendre le fonctionnement du parlement de Sainte-Lucie, avec des discussions sur les comités parlementaires et l'application du privilège parlementaire. Tout au long des discussions, M. Chastanet a réaffirmé sa position d'ami et d'allié du Canada.

Visite à l'Alliance Française de Sainte-Lucie

La visite de la délégation à l'[Alliance Française de Sainte-Lucie](#) a été marquée par le don de livres d'auteurs canadiens-français. Au cours de la visite, les membres de la délégation ont également eu l'occasion d'observer des étudiants locaux apprenant le français et d'interagir avec eux. Par ailleurs, la délégation s'est entretenue avec Sophie Picavet, directrice de l'Alliance Française de Sainte-Lucie et déléguée générale des Alliances Françaises de la Caraïbes Orientale; Marcia Symphorien, représentante de l'*Organisation internationale de la Francophonie* à Sainte-Lucie; et Domenico Ditaranto, premier conseiller de l'ambassade de France.

Rencontre avec Lesley Saunderson, commissaire britannique résidente à Sainte-Lucie

Lesley Saunderson, commissaire britannique résidente à Sainte-Lucie, a souhaité la bienvenue à la délégation à Sainte-Lucie. Au cours de la réunion, les participants ont discuté de domaines d'intérêt mutuel, notamment la sécurité régionale, les droits de la personne et les liens avec le Commonwealth. M^{mes} Mendès et Saunderson ont également discuté du Séminaire de Westminster annuel qui doit avoir lieu au Royaume-Uni la semaine suivante. Cette réunion a permis à la délégation d'entendre le point de vue d'une mission diplomatique d'optique commune dans la région.

Visite du siège de Girls of a Feather

À l'occasion de la Journée internationale des femmes, la délégation a été invitée au siège de Sainte-Lucie de l'association [Girls of a Feather](#) [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT] (GOAF), une organisation de mentorat à but non lucratif dont les programmes visent à sensibiliser les jeunes filles à l'importance de la connaissance de soi tout en intégrant des éléments de construction d'un mouvement féministe dans le contexte des Caraïbes. Dans le cadre de cet événement, M^{me} Mendès a remis des certificats à plusieurs bénévoles de GOAF qui ont suivi une formation en gestion de cas

à l'Université des Antilles dans le cadre du programme [Girls with Goals](#) [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT] financé par le Fonds canadien d'initiatives locales.

CONCLUSION

Pendant son séjour à la Barbade et à Sainte-Lucie, la délégation s'est engagée dans une série d'activités visant à favoriser la coopération avec les parlementaires et à renforcer les relations diplomatiques. Le programme comprenait des réunions avec les présidents des deux parlements, des discussions de haut niveau avec des ministres, des dirigeants de l'opposition et des fonctionnaires parlementaires, ainsi que des mobilisations avec un large éventail d'autres interlocuteurs, au cours desquels de nombreuses questions importantes ont été discutées. Cette visite a permis à la délégation d'approfondir sa compréhension des intérêts mutuels et des défis régionaux et a mis en évidence la solidité des relations et des partenariats entre le Parlement canadien et les assemblées législatives des pays des Caraïbes membres du Commonwealth. Elle a également souligné l'importance de travailler ensemble pour renforcer la démocratie et la gouvernance inclusive dans la région.

REMERCIEMENTS

La délégation tient à remercier S. E. Lilian Chatterjee, haute-commissaire du Canada à la Barbade et à Sainte-Lucie, pour son hospitalité, ainsi que le personnel dévoué du haut-commissariat pour avoir préparé un programme très complet et pour avoir apporté un soutien pratique pendant la visite. Les délégués tiennent également à remercier les représentants d'Affaires mondiales Canada et de la Bibliothèque du Parlement qui ont participé à la préparation des documents d'information nécessaires.

Le tout respectueusement soumis,

Alexandra Mendès, députée

Présidente de la Section canadienne

De l'Association parlementaire du Commonwealth

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (CPA)
ACTIVITÉ	Visite bilatérale à la Barbade et à Sainte-Lucie
DESTINATION	Bridgetown, Barbade et Castries et Sainte-Lucie
DATES	Du 3 au 9 mars 2024

DÉLÉGATION

SÉNAT	L'honorable Rosemary Moodie
CHAMBRE DES COMMUNES	Marie-Hélène Gaudreau Carol Hughes Alexandra Mendès
PERSONNEL	Andrew Lauzon
TRANSPORT	15 883,13 \$
HÉBERGEMENT	11 807,19 \$
ACCUEIL	1 897,98 \$
INDEMNITÉS QUOTIDIENNES	8 056,11 \$
CADEAUX OFFICIELS	1 041,25 \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	22,00 \$
TOTAL	38 707,66 \$